

Rapport sur la Roumanie au Congrès socialiste international de Stuttgart

Christian Rakovsky

*Source : «Roumanie: Rapport des organisations politiques et syndicales socialistes»,
L'Internationale Ouvrière et Socialiste. Rapports soumis au Congrès Socialiste International de
Stuttgart (18-24 août 1907). Vol. II. Bruxelles : Bureau Socialiste International, Mais. du Peuple,
1907, pp. 130-152. Notes MIA.*

I

Depuis le Congrès de Londres¹, où la Roumanie figurait pour la dernière fois parmi les nations socialistes², le mouvement ouvrier et socialiste en Roumanie a subi une éclipse. Les causes en sont nombreuses, mais la principale est la situation économique arriérée du pays.

En effet, dans l'ancien mouvement socialiste roumain, l'élément intellectuel prédominait : professeurs, instituteurs, étudiants, avocats, etc. C'était un mouvement d'idéologues qui admettaient les principes du socialisme, l'inéluctabilité et la nécessité de la lutte des classes, mais qui n'avaient pas été mis à l'épreuve dans les conflits entre le capital et le travail.

Ce qui rendit la vie du socialisme roumain encore plus instable, c'était son caractère d'importation. L'apparition du socialisme en Roumanie est due à l'influence personnelle de quelques réfugiés russes. L'attraction exercée par leurs personnalités remarquables et surtout, le charme du socialisme russe, réputé pour son unité morale, pour l'harmonie existant entre la pensée et l'acte, ont donné au développement des idées socialistes en Roumanie une impulsion grande, mais relativement artificielle.

Leur existence ne pouvait être assurée que le jour où un prolétariat se serait élevé jusqu'à la nécessité d'une lutte socialiste. Cela ne pouvait venir qu'avec le temps. En attendant, le socialisme roumain devait rester plutôt un courant littéraire.

Mais comme le socialisme est sollicité à tout instant d'intervenir dans la vie, il a été forcé d'entreprendre une campagne socialiste sans troupes.

Le mouvement ne pouvait pas durer dans ces conditions. Les intellectuels se fatiguèrent vite de cette activité improductive qui exigeait d'eux la patience et le sacrifice d'eux-mêmes sans bruit. Ils quittèrent en masse le parti socialiste et passèrent aux libéraux, où les attendait une carrière politique et parlementaire sûre.

1. Il s'agit du IVe Congrès Socialiste International, tenu à Londres du 27 au 31 juillet 1896.

2. Il faut entendre « parmi les nations ayant un parti socialiste ».

Beaucoup de personnages marquants du parti libéral, aujourd'hui au pouvoir, étaient, il y a 7 ou 8 ans, des socialistes militants, des membres du Comité exécutif du Parti socialiste. C'est le cas de M. V. Mortzun, actuellement ministre des travaux publics, de M. Nadejde, actuellement député et rédacteur en chef de *Vointa Nationala*, l'officieux [organe] du gouvernement. C'est lui qui a dirigé durant trois ans, l'organe officiel du Parti socialiste *Lumea Noua*. Une bonne moitié des préfets libéraux, nommés à l'arrivée au pouvoir du cabinet libéral à la fin du mois de mars, étaient tous anciens socialistes. Plus tard, certains d'entre eux ont donné leur démission pour se faire élire députés. D'autres sont restés à la tête de l'administration et c'est un de ceux-là, M. Atanasiu, ancien délégué au Congrès International Socialiste de Londres, qui, il y a quelques jours à peine, a provoqué par ses mesures arbitraires la grève générale de Galatz.

Cette crise dans le Parti Socialiste eut lieu en 1899-1900. Précisément à cette époque, les libéraux commirent un acte de lâcheté extraordinaire contre le mouvement socialiste. Voici dans quelles circonstances. S'étant convaincus que dans les villes, il n'y avait pas encore un prolétariat assez nombreux pour former un parti socialiste solide, les socialistes intellectuels se transportèrent à la campagne et organisèrent une agitation démocratique sur des revendications agraires. On forma des « clubs socialistes ». Ce mouvement très modéré (on exigeait des adhérents paysans qu'ils eussent fait leur service militaire et contracté un mariage légal !) obtint un grand succès. Les deux départements de Valcea et Teleorman furent, dans un espace de temps court, couverts d'un réseau de « clubs des paysans ». Mais étant donné les conditions terribles dans lesquelles vivent les paysans roumains, plus exploités et plus opprimés que les paysans russes, toute agitation parmi eux, même la plus légale et la plus modérée, prenait le caractère d'un véritable acte révolutionnaire, d'un coup d'état destiné à limiter la toute puissance des grands propriétaires. Le parti conservateur donna l'alarme. Le parti libéral, qui est composé de grands propriétaires, de grands fermiers et de tout ce qui constitue la finance, le commerce et l'industrie en Roumanie, ne resta pas sourd à cet appel. Les persécutions contre les paysans et les socialistes commencèrent.

Mais l'action des socialistes était absolument légale et modérée. Aucun motif sérieux de poursuite ne pouvait pas être invoqué contre eux. Alors le gouvernement libéral et plus particulièrement le ministre de l'intérieur, M. Pherekyde – actuellement président de la Chambre des députés – improvisa un procès pour « escroquerie » contre quelques agitateurs socialistes. Par des témoignages faux et devant un tribunal composé de libéraux, on réussit à faire condamner à des peines infamantes quelques-uns de nos meilleurs camarades, Banghereanou, Ficsinescou et quelques paysans. Rarement classe dominante tomba si bas ! Sans une ombre de preuve, rien que pour satisfaire leur sentiment de vengeance de classe, les libéraux condamnèrent comme malhonnêtes deux probes et courageux citoyens. Par ce fait odieux, on peut juger de l'aberration morale de la bourgeoisie roumaine.

Le régime ploutocratique, sous lequel vit le pays, a complètement corrompu les mœurs, et la preuve c'est qu'au moment où le parti socialiste combattait cette lâcheté, contre Banghereanou et Ficsinescou, les socialistes intellectuels achevaient de conclure le marché de leur entrée dans le parti libéral.

La petite troupe ouvrière, qui suivait l'ancien parti, se divisa en deux. Le gros passa au nationalisme et à l'antisémitisme officiel et obtint du gouvernement des lois restrictives contre l'élément ouvrier étranger. L'autre, un petit noyau, resta fidèle au drapeau et conserva pendant des années, sans bruit mais avec intransigeance, la tradition socialiste.

Au commencement de 1900, le gouvernement roumain pouvait se vanter d'avoir, grâce à la corruption et à la persécution, réduit le socialisme roumain au silence.

Sept ans se sont écoulés depuis cette époque. Le même gouvernement libéral, avec les mêmes personnages, les anciens socialistes en plus, est au pouvoir. Il a pris et prend contre le mouvement ouvrier et socialiste des mesures arbitraires, mais en vain, Ses assauts convulsifs contre nous se terminent par des défaites honteuses. Lui-même est forcé, en annonçant par ses agences la déclaration

de telle ou telle grève, de porter aux quatre coins du monde la nouvelle de la vitalité du mouvement ouvrier roumain moderne.

Deux circonstances principales ont facilité la réapparition du mouvement socialiste en Roumanie. L'une d'ordre économique, l'autre d'ordre politique.

Il y a vingt ans, au commencement du premier mouvement socialiste, la Roumanie était un pays où la grande industrie était presque absente. Aux débuts du mouvement ouvrier actuel, la grande industrie roumaine avait une production annuelle calculée à 300 millions de francs et elle occupait environ 50,000 ouvriers. Certaines grandes villes, où l'industrie s'était concentrée, présentaient déjà un aspect occidental. Néanmoins l'adhésion du prolétariat de la grande industrie au mouvement socialiste n'est pas encore générale. A peine une dixième partie de ce prolétariat est organisée. En thèse générale même, le mouvement ouvrier nouveau est sorti de la petite et de la moyenne industrie.

Une autre circonstance facilita beaucoup le développement de notre mouvement : l'organisation des corporations obligatoires. Le gouvernement, pour donner une satisfaction apparente aux ouvriers et espérant les soustraire à la propagande socialiste, décida la création de corporations mixtes d'ouvriers et de patrons, obligatoires pour tous les ouvriers de la petite et de la moyenne industrie. Par « moyenne industrie » on entendait d'abord l'atelier occupant 30 ouvriers. Plus tard, on éleva ce chiffre à 50. La loi accordait certaines faveurs aux artisans et petits entrepreneurs roumains, c'est-à-dire, à ceux qui jouissent des droits politiques refusés aux juifs roumains³, Les corporations étaient destinées à devenir un instrument d'oppression et d'exploitation dans les mains des petits patrons.

Pour pouvoir travailler ou faire travailler, il fallut même avoir des carnets et des brevets spéciaux, délivrés par une commission spéciale, composée de patrons ignorants et intéressés. On exigea des ouvriers un impôt nouveau : les cotisations à la corporation. Celles-ci ne servaient qu'à soutenir une nouvelle bureaucratie parasitaire, composée de petits patrons ou d'ouvriers déclassés. Dans certaines villes, le nombre de ces fonctionnaires inutiles s'élevait à des centaines. Les corporations servaient enfin aux partis politiques bourgeois. Bien qu'il y eut 150.000 à 200.000 ouvriers et petits artisans inscrits dans les corporations, une petite partie seulement avait le droit de vote, – le régime électoral censitaire domine encore ici – et c'est dans les corporations que le gouvernement recrutait le plus facilement ses soutiens. Enfin, le gouvernement y plaça toute sa clientèle électorale. Ce double caractère des corporations, d'être à la fois des organisations patronales et gouvernementales, apparut clairement aux yeux des ouvriers qui commençaient à les boycotter. Une circulaire du ministère du commerce de l'an passé constatait que 80 % des ouvriers inscrits dans les corporations ne paient plus leurs cotisations.

C'est sur ce terrain que commença la propagande syndicaliste. Aussi les syndicats ouvriers roumains, dès leur première apparition, revêtaient un caractère net de classe. Ils étaient la protestation vivante contre la « cohabitation » patronale et ouvrière. Mais ils étaient surtout provoqués par la nécessité d'avoir des organisations autonomes sur lesquelles le prolétariat pouvait s'appuyer en cas de grèves, les corporations ne prévoyant pas ceux-ci. Le duel entre syndicats et organisations devint acharné. Le mot d'ordre des ouvriers était : « *Pas un homme, pas un sou aux corporations !* » Les ouvriers ne payaient qu'en cas de saisie, quand tout l'appareil judiciaire avait été mis en mouvement. Cette lutte à vie et à mort a duré jusqu'à la révolte des paysans⁴. Journaux, brochures, plaquettes,

3. Il ne faut pas oublier qu'en Roumanie existe une population juive de 350.000 individus, tous sujets roumains proprement dits mais sans jouir d'aucune protection légale. De cette façon ils sont passibles d'expulsion à la première velléité d'indépendance politique. (ndlr)

4. Comme le résume Rakovsky dans son « *Autobiographie* » : « *La révolte paysanne de Roumanie éclata en février 1907. Elle était au début dirigée contre les fermiers juifs de Moldavie septentrionale, et fut attisée par les persécutions antisémites des libéraux et des nationalistes roumains. Cependant, après avoir saccagé les propriétés occupées par les fermiers juifs, les paysans passèrent à celles des fermiers roumains, puis à celles des propriétaires fonciers. La situation devint critique. Tout le pays, c'est-à-dire tous les villages, furent embrasés par la flamme de la révolte paysanne, qui brûlait les domaines et égorgait les propriétaires qui se trouvaient à la campagne. Le gouvernement roumain fusillait les paysans et détruisait les villages à coups de*

réunions, meetings, tout a été utilisé. Au mois de janvier, le premier dimanche après la réouverture des Chambres, la capitale de la Roumanie a été témoin d'une grandiose manifestation ouvrière. Dix mille ouvriers ayant à leur tête des délégués de la province, ont parcouru les principales rues de Bucarest. Un mémoire de la Commission générale des syndicats fut déposé chez le président de la Chambre et chez le ministre du commerce. Ce mémoire exposait toutes les revendications du prolétariat, le Suffrage Universel, la liberté syndicale, la législation protectrice du travail.

Cette lutte systématique exaspéra les « hooligans » des corporations, qui, en brutes qu'ils sont, organisèrent au mois de février l'attentat de Constanza. Le citoyen Rakovski faisait, dans la salle du théâtre local, une conférence sur les syndicats et les corporations, quand la bande noire des corporations locales se jeta avec des revolvers et des gourdins sur le conférencier. Le public, effrayé des coups de feu, évacua la salle et les « hooligans » avec la complicité préalable de la police, exercèrent leur métier sur le conférencier qui fut transporté à l'hôpital.

Cette attaque provoqua une explosion d'indignation, même dans l'opinion publique. Le dimanche suivant, on organisa dans toutes les grandes villes de la Roumanie, y compris Constanza, des grands meetings de protestation qui achevèrent l'effondrement des corporations.

Nous aurions pu dire qu'elles sont mortes, si une circonstance inattendue n'était venue prolonger de quelques jours leur existence artificielle : les révoltes des paysans du mois de mars. Ce mouvement déclencha une réaction politique inconnue jusqu'à ce jour, et il rendit quelque prestige aux corporations. Le deuxième Congrès ouvrier qui vient d'avoir lieu à Galatzi a décidé de recommencer pendant l'automne prochain la campagne contre les corporations.

II.

Nous savons par expérience que tout mouvement socialiste, n'ayant pas à sa base des organisations ouvrières solides, est exposé à des fluctuations de personnes. Mais, d'un autre côté, nous avons tenu à éviter, dès les débuts, que notre mouvement syndical ne puisse prendre un caractère corporatif étroit. Nos syndicats ont été organisés et inspirés par les idées du socialisme. Dans les statuts syndicaux, nous avons spécifié que les principes conducteurs de la lutte syndicale sont les suivants : lutte des classes, internationalisme, et, comme but final suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme.

À côté des syndicats proprement dits, nous avons créé les cercles socialistes, dénommés sous un vocable général : « *La Roumanie Ouvrière* ». Dans leurs statuts, en dehors des principes conducteurs des syndicats, nous ajoutons encore : lutte politique (y compris lutte parlementaire). Ainsi les syndicats et les cercles sont également des organisations socialistes, mais les premières sont plutôt des organisations particulièrement économiques tandis que les secondes sont plutôt politiques.

En mainte occasion, ces deux catégories d'organisations entreprennent des actions communes, les syndicats ne devant pas se soustraire à l'action politique qui les touche directement.

Ainsi, toute la campagne en faveur d'une législation protectrice du travail a été menée par les syndicats d'accord avec les cercles politiques socialistes. L'action politique des syndicats s'est exercée pendant la crise actuelle, car ils ont été forcés, à Galatz, de proclamer la grève générale pour sauvegarder la liberté d'association et de réunion. Nous ne reviendrons pas ici sur toute l'activité des syndicats roumains. Celle-ci est décrite dans un rapport, adressé au Bureau socialiste International. On y trouvera des détails sur les grandes grèves des menuisiers, des cordonniers, des ouvriers et ouvrières des manufactures de tabac et allumettes, des facteurs postaux, etc. à Bucarest ; des dockers de Galatz,

canons. Puis il appliqua une justice sommaire et expéditive contre le mouvement ouvrier, qui dans les villes à la veille du soulèvement paysan avait tenu le pouvoir dans une inquiétude constante. Il craignait la fusion des ouvriers et des paysans, et prit une série de mesures pour anéantir le mouvement ouvrier : perquisitions, confiscations des journaux socialistes, fermeture des locaux des syndicats et des organisations professionnelles, arrestation des chefs du mouvement ouvrier. »

etc. L'année 1906 a été une année de grèves : 56 à Bucarest ; 13 grandes grèves en dix mois à Galatz, sans parler des grèves des autres villes : Braïla, Jassy, Campina, Ploesci, tous centres industriels ou commerciaux, des grèves dans la moyenne et la petite industrie. La plupart de ces grèves ont réussi soit que le patronat ait été surpris, soit que la période de prospérité permette aux patrons de céder. Nous possédons comme organe central du mouvement *România Muncitoare* (La « Roumanie Ouvrière »), fondé il y a trois ans. Son tirage, à la veille des révoltes des paysans, avait atteint le chiffre de 4.500 numéros, Pendant la révolte, qui a duré un mois et demi, il a été continuellement confisqué ce qui fait baisser temporairement le tirage à 3.500 exemplaires. Les camarades de Braïla avaient fait paraître un autre journal hebdomadaire *Dezrodirea* (L'émancipation) pour desservir le mouvement local des villes riveraines, Braïla, Galatz et du port de mer Constantza. Mais il a dû cesser la publication à cause des persécutions gouvernementales.

Notre littérature socialiste ne se compose que d'une vingtaine de brochures socialistes, la plupart des traductions des principaux théoriciens de l'Internationale. Pour combler la lacune, nous avons fondé un cercle d'édition socialiste. Mais ici encore, les révoltes nous empêchèrent de donner à notre action littéraire toute l'extension désirée. Pourtant le premier numéro de notre revue mensuelle *l'Avenir social*, destiné à procurer à l'élite ouvrière une lecture socialiste appropriée, est déjà sous presse. Parmi les brochures que le Cercle d'Éditions socialistes a fait paraître, l'une d'elle mérite une attention particulière : C'est « *Le Manifeste Jubilaire* » du Cercle, intitulé, *Quarante ans de misère, d'esclavage et de honte*, imprimé à l'occasion du jubilé royal. En soixante-quatre pages, de grand format, l'auteur a décrit avec chiffres et faits, le véritable tableau de la Roumanie moderne. Ce manifeste a eu un succès immense. On a vendu deux éditions de trois mille exemplaires. Les poursuites judiciaires pour lèse-majesté, annoncées un instant, ont été abandonnées et ont augmenté encore le retentissement qu'a eu ce manifeste. Ceci explique aussi la tentative, faite par le gouvernement actuel de nous ranger parmi les « instigateurs » de la révolte parce que nous avons dénoncé l'incroyable misère et la crasse ignorance dans laquelle vivent les paysans roumains.

III.

La Roumanie a joui jusqu'à présent d'une fausse réputation de pays avancé et civilisé, tandis qu'en réalité, c'est le plus malheureux et le plus arriéré de tous les pays balkaniques. La situation matérielle de notre paysan est pire encore que celle du paysan de Russie. En effet, sur 7.968.296 hectares de terre arable, la propriété de plus de 100 h. possède 3.787.192 h., c'est-à-dire 47,53 % de toute la superficie cultivable. Ces terres sont possédées par 4.171 personnes, soit 900 h. par individu. Les 1.052.302 familles de paysans ne possèdent que 3.319.695 h., ce qui revient à 3,2 h. par famille. Nous ne parlons pas ici des paysans qui possèdent moins d'un demi hectare et de ceux qui ne possèdent rien. La propriété moyenne de 10 à 100 h. possède 861.409 h., c'est-à-dire à peine 10,81 %. Ce qui est encore plus caractéristique, c'est le régime du travail agricole. La grande propriété est mise en valeur non par le travail libre du salarié, mais un système spécifiquement roumain où se sont conservés en fait tous les traits du servage moyenâgeux. Les paysans louent des terres aux propriétaires ou aux fermiers des latifundias. En Valachie, le fermage est payé en nature et en travail.

Le paysan cède d'abord au propriétaire une partie du produit total, d'habitude le tiers ou la moitié, et lui fournit en même temps une quantité de travail, fixée par le contrat agricole. Ainsi, pour 10 h. que le paysan aurait loués, il ne doit pas seulement payer la dîme, mais encore cultiver et travailler 10 h. pour le compte du propriétaire et céder à ce dernier une partie de tous les produits, y compris des poules et des œufs. Certains propriétaires emploient même des anneaux pour mesurer les œufs qu'on leur apporte et refusent ceux qui ne sont pas d'une certaine grosseur. En Moldavie, le fermage est compté en argent, mais le paysan le paie toujours en travail.

La conséquence de ce système est que le paysan est forcé de travailler avant tout les terres du fermier ou du propriétaire, tandis que sa culture et sa récolte restent toujours en retard. En outre, la productivité de la terre paysanne est deux fois moindre (de 9 à 10 hectolitres par hectare pour la terre paysanne contre 16 à 18 pour le terre du propriétaire), malgré l'utilisation des mêmes travailleurs et

des mêmes procédés. Le paysan roumain dépend ainsi doublement de son maître. Il lui est soumis comme fermier et comme travailleur. Il n'est donc pas étonnant que l'on rencontre dans les villages roumains les mœurs des temps passés. Le propriétaire est maître de l'honneur des familles.

On connaît les pratiques honteuses des boyards qui n'étonnent plus personne. Le paysan ne jouit ni de bien être personnel, ni de liberté, ni de droits politiques.. D'après la constitution roumaine, les paysans forment le troisième collège électoral et doivent élire par délégation 38 députés sur 173 qui composent la Chambre. Mais on les mène au scrutin comme du bétail. Ce régime a retardé le développement général du pays. La Roumanie ne s'est illustrée que par sa dette publique, dont les annuités constituent 38,5 % de tout le budget de dépenses. Sous ce rapport, elle occupe la première place.

Le système des impôts en Roumanie est aussi antidémocratique que le reste. L'impôt foncier a pour base, non pas la progression, mais la régression. Les propriétés de moins de dix hectares payent, par hectare, 50 % et même 100 % de plus que celles de plus de 10 hectares.

Pour mesurer la misère des villages, il suffit de citer la grande mortalité des enfants : 46 % des nouveaux nés, c'est-à-dire, à peu près la moitié meurent avant d'atteindre l'âge de 7 ans ! Sur 1.008.954 habitations paysannes, 74.655 seulement sont construites en pierres ou en briques, 296.220 en bois et 583.307 en terre. Enfin, il y a actuellement encore en Roumanie, 300.000 habitants qui vivent dans des « *bordei* », véritables trous pratiqués dans le sol.

Le paysan roumain ne connaît pas la viande et à cause du manque de pâturages, il n'élève pas de bêtes laitières. Les dépenses pour nourriture de toute une famille de 5 à 6 membres ne dépassent pas 50 à 60 centimes par jour. Sa principale alimentation est la polenta, (de farine des maïs) qui a provoqué la terrible maladie « Pellagra » dont 300.000 paysans sont atteints actuellement.

La culture intellectuelle et morale du paysan est au niveau de son état politique et social. En 1902, sur 2.832.558 enfants en âge d'école, il n'y a eu que 706.508 inscrits tandis que le reste, 2.126.030, sont restés analphabètes. Les illettrés forment donc les 83 % de la population. Et, si l'on prend en considération que le nombre des lettrés est beaucoup plus grand dans les villes qu'à la campagne, on peut dire qu'à peine 6 % ou 8 % des paysans savent signer leurs noms. Sur un budget de 260 millions de dépenses, l'instruction primaire rurale coûte à peine 6 millions par an. La liste civile et les domaines de la couronne – douze immenses latifundia dont les libéraux ont fait cadeau au roi – donnent annuellement à la famille royale un revenu de 10 à 12 millions de francs.

L'état arriéré, intellectuel et moral, des paysans est surtout à remarquer dans les plus riches départements comme Teleorman, Vlasca, Dolj, Olt – où la grande propriété constitue jusqu'à 75 et 80 % de toute la superficie arable. Le nombre des analphabètes y est de 88 %, et les crimes et les délits y dépassent de beaucoup la moyenne des autres départements. C'est précisément dans ces départements que la révolte des paysans a pris les plus grandes proportions. Est-il donc étonnant que la chanson et le proverbe paysans respirent la haine contre les boyards, que les révoltes y soient aussi chroniques que la famine ? Pourtant, celle du mois de mars a dépassé les précédentes. La raison en est dans le fait qu'au début, cette révolte, tant qu'elle était dirigée contre les fermiers juifs de Moldavie, jouissait de la sympathie des nationalistes, des antisémites et même des libéraux. Par sa campagne systématique contre les Juifs, la presse libérale a créé une atmosphère favorable aux « pogroms » à la manière russe. Le feu allumé dans la Moldavie du Nord se répandit bientôt vers le sud, envahit toute la Moldavie, passe ensuite en Valachie et en quelques jours, toute la Roumanie était en flamme.

Les libéraux, appelés au pouvoir comme parti fort, passèrent du rôle d'instigateurs à celui d'agents de répression. La troupe tua inutilement, par esprit de vengeance. Elle bombardait et rasa des villages entiers pour les punir de s'être révoltés et l'on massacrait les habitants des autres pour les empêcher de se révolter. On évalue le nombre des tués à 9.000. Déjà, les cours d'assises jugent des procès monstres et ils acquittent généralement les paysans révoltés. Ce mouvement a permis au

gouvernement de tenter un grand coup : celui de nous mater. Les persécutions continuent, mais nous pouvons déjà affirmer que la tentative gouvernementale a complètement échoué.

IV.

Dès les débuts des révoltes, nous avons prévu que ce mouvement sans unité d'action, sans préparation, sans attaches avec les villes et avec l'armée, serait une jacquerie et se terminerait par une défaite, suivie de massacres et de réaction politique. C'est pourquoi l'organisation centrale de Bucarest la *Roumanie Ouvrière* lança un manifeste conseillant aux paysans de ne pas recourir aux violences contre les personnes et les propriétés, et de se tenir dans les limites de la lutte légale. Mais en même temps, nous faisons ressortir clairement les responsabilités des classes dominantes et nous demandions une réforme agraire radicale ainsi que le suffrage universel. Pour la Roumanie actuelle la suppression de la classe des grands propriétaires de latifundias et le parcellement de ces dernières est une question de vie ou de mort.

Dans un autre appel, adressé aux soldats, la rédaction de *România Muncitoare* leur rappelait qu'ils ne doivent pas se faire les bourreaux de leurs pères et de leurs frères, qu'ils doivent se servir de la persuasion pour calmer les esprits et ne tirer qu'en l'air. Pour donner plus de vigueur à notre action, nous avons convoqué dès le dimanche 11/24 mars⁵ des grandes réunions publiques, dans les principales villes. Celle de Bucarest eut lieu devant une affluence de plusieurs milliers d'ouvriers et au milieu d'un déploiement considérable de forces militaires. À Braïla, la police fit irruption dans la salle après avoir ordonné à un peloton de soldats d'enfoncer à coup de crosse les portes et, les fenêtres. Toutes ces réunions votèrent la même résolution, conforme au manifeste. Ce jour même, le gouvernement conservateur tomba.

Les libéraux continuèrent les fusillades inaugurées par les conservateurs et commencèrent ces exécutions sommaires et en masse, qui resteront la honte éternelle de l'odieux régime actuel.

Malgré la prescription formelle de la constitution roumaine, qui interdit la confiscation préalable, notre journal fut confisqué pendant un mois et demi. Tous les militants des organisations furent rappelés sous les drapeaux et certains parmi eux furent, arrêtés dans les casernes. On encaserna les 110 cheminots du syndicat de Bucarest, y compris les ouvriers qui étaient réformés ou dispensés du

service militaire. Ils furent tenus ainsi douze jours à la caserne, sans pouvoir communiquer avec l'extérieur, et ils auraient été probablement gardés encore longtemps si une démonstration de leurs femmes, dans la cour du ministère de la guerre, n'avait pas forcé ce dernier de les libérer. On perquisitionna chez les dépositaires de *România Muncitoare*, chez nos correspondants à Guirgin, à Ploesci et dans d'autres villes, – et on les arrêta aussi. La police passa à tabac le secrétaire de l'union syndicale de Constantza, le camarade Encia Athanasof. Six membres du syndicat des chemins de fer de Focsani furent si horriblement maltraités que, longtemps après, quand un des soussignés – le secrétaire de la Commission Générale des syndicats, – arrêté et amené à Focsani, se présenta avec eux au tribunal pour confirmation du mandat, le président quitta son fauteuil et se couvrit les yeux en voyant les plaies saignantes des inculpés. Les tortures de Focsani avaient été ordonnées par le procureur Tufescou et exécutées par un lieutenant de l'armée de Sa Majesté Royale.

Après tout trouble intérieur, les gouvernements roumains expulsent toujours quantités de juifs. On sait que ces derniers, tout en étant citoyens roumains et payant les impôts y compris l'impôt du sang, ne jouissent d'aucun droit. La police peut, n'importe à quelle occasion et pour n'importe quel prétexte, jeter ces malheureux par dessus la frontière. Après la révolte, le gouvernement ordonna notamment l'expulsion du poète Barbou Lajareanou et du commerçant et citoyen américain Mendelsohn, qui n'avaient été en rien mêlé à aucun mouvement. Ils avaient seulement signalé l'Amérique comme devant

5. Tout comme le calendrier julien en vigueur en Russie, le calendrier roumain comptait à l'époque 13 jours de décalage avec le calendrier grégorien.

faire part du comité pour la distribution des secours aux victimes des révoltes, sans distinction de race et de religion.

Le gouvernement expulsa également notre camarade Loupou Grünberg, employé de commerce et secrétaire syndical à Braïla. Il expulsa des roumains, originaires de Transylvanie et des étrangers. Pour arriver à son but, il foula aux pieds les traités internationaux et sa propre constitution nationale. On sait que la Dobroudja est une ancienne province turque, qui, après le traité de Berlin, passa sous la domination roumaine. Tous ses habitants devenaient par l'annexion des citoyens roumains. Or, le gouvernement roumain a ordonné l'expulsion du camarade Encin Athanasof, né en Dobroudja en 1875, c'est-à-dire, sous le régime turc. Le gouvernement prépare maintenant l'expulsion d'un des soussignés, le citoyen Racovski qui, bien qu'il soit né dans la Bulgarie actuelle, est devenu par sa qualité d'habitant de la Dobroudja, citoyen roumain. En cette qualité, son père a été élu plusieurs fois conseiller communal, et le soussigné, élu comme conseiller général, est en outre médecin en réserve de... l'armée roumaine.

Ce n'est pas tout. Le camarade Opran de Bucarest est encore en prison, accusé d'être un des instigateurs de la révolte parce qu'on a trouvé sur lui les feuillets d'une poésie connue du poète roumain « Cosbuc » : « *Nous voulons de la terre !* » Notre camarade Stefan Gheorghiu de Ploesci est détenu dans la prison militaire de cette dernière ville depuis deux mois, pour avoir outragé un officier des pompiers.

Mais le comble de la sauvagerie a été atteint par notre gouvernement pendant la grève de Galatz, à laquelle prirent part 4000 ouvriers de la grande industrie. Le renégat Atanasiu, pour donner une leçon aux ouvriers de Galatz, qui, paraît-il, avaient « abusé » du droit de grève, décida, d'accord avec l'Union industrielle patronale de tenter un grand coup. Un beau matin, à six heures, trois procureurs, avec un juge d'instruction, plusieurs commissaires de police, quelques centaines de gendarmes et deux compagnies de chasseurs firent irruption dans trois locaux des syndicats de Galatz, cambriolèrent caisses et armoires, enlevèrent l'argent, les registres, les livres, les sceaux et les drapeaux sous le prétexte mensonger que... des « irrégularités » auraient été commises dans la comptabilité des syndicats. En réponse à cette provocation, ceux-ci déclarèrent la grève générale. Le lendemain, M. le préfet Atanasiu « ferma illégalement » les syndicats, abolit le droit de réunion et interdit même la circulation des ouvriers. En même temps, une soixantaine de militants des divers syndicats furent arrêtés. Heureusement, la grève réussit. Les autorités durent céder, sur tous les points, rouvrir les syndicats, retirer les arrêtés et promettre la remise des registres et de tout ce qui avait été enlevé. L'Union Industrielle, qui avait décidé de boycotter tous les ouvriers syndiqués, a dû renoncer à ses menaces et reprendre tous les grévistes. Mais, pour se venger et malgré les promesses, on fit fonctionner la guillotine sèche des expulsions. Tous les jours – c'était justement à l'époque où nous tenions notre congrès – on expulsait deux à cinq ouvriers étrangers, presque tous originaires de Hongrie, mais qui s'étaient déjà mariés dans la localité. Et tous les consuls d'Autriche-Hongrie refusaient de prendre la défense de leurs compatriotes, persécutés si injustement pour avoir fait cause commune avec leurs camarades roumains !

Nous n'avons énuméré jusqu'à présent qu'une partie seulement des mesures arbitraires du gouvernement roumain. Nous n'avons parlé ni des ouvriers ou employés chassés de leurs postes parce que membres de leurs syndicats, ni des chicanes de la police de la capitale qui a interdit à tous les propriétaires de salles de Bucarest de nous louer celles-ci, ni enfin du fait que notre correspondance est systématiquement violée et volée. Le régime que nous subissons actuellement en Roumanie est en vérité un régime cosaque.

Malgré tout, notre mouvement fait des progrès rapides. L'an passé, à notre première conférence, le nombre des ouvriers représentés – membres des syndicats et des cercles – n'était que de 4.500. Cette année, leur nombre a atteint à peu près le chiffre de 12.000, mais à cause des persécutions policières, 8.000 seulement ont pu envoyer des délégués et des rapports. Le chiffre des ouvriers organisés l'an

dernier a été atteint cette année par la seule ville de Galatz où l'on compte 3500 ouvriers organisés dans la grande industrie et 1.000 dans la moyenne et dans la petite.

Parmi les décisions du congrès de cette année, nous relevons seulement celle qui concerne la tactique du mouvement. (La résolution concernant la question juive fera l'objet d'un vœu que notre délégation développera au Congrès de Stuttgart.)

Nous avons condamné toute tactique individualiste, c'est-à-dire, tous les moyens qui ne sont pas accessibles à la masse ouvrière, la propagande par le fait et la désertion de l'armée quand elle est présentée comme une méthode de lutte contre le militarisme. Notons encore l'institution d'une commission de onze membres, chargée d'élaborer un programme définitif des statuts aussi bien pour nos syndicats que pour nos organisations politiques, et d'établir avec précision les rapports dans lesquels doivent se trouver ces deux mouvements.

Un dernier fait peut caractériser le régime actuel, c'est que la direction centrale des postes a refusé de transmettre comme « contraire à la sûreté de l'État » un télégramme que nous voulions envoyer au Bureau Socialiste International et dont le texte était le suivant : |

« Le deuxième Congrès syndicaliste et socialiste roumain envoie, par l'intermédiaire du Bureau Socialiste International, son salut fraternel au prolétariat mondial. »

Par contre, le télégraphe officiel était forcé de nous apporter une dépêche, parce qu'elle venait de l'étranger, de Roustchouk-Bulgarie, portant ces mots :

« À bas l'absolutisme russe de Roumanie. »

Nous croyons pouvoir conclure sur ces paroles sévères et justes ;

A. CONSTANTINESCOU,
Secrétaire de la Commission générale des Syndicats de Roumanie.

Dr. C. RACOVSKI.
Membre du Comité Central des cercles « *România Muncitoare* »

Fin juillet 1907.